



Sidetrade

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

ERNST & YOUNG et Autres



Sidetrade

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Sidetrade,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Sidetrade relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 4 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Comptabilisation des frais de développement et du chiffre d'affaires

La note 7 de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et les méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement et à la reconnaissance du chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des méthodes comptables suivies par votre société, nous avons contrôlé le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans cette note de l'annexe, ainsi que leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 4 avril 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;



- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 29 avril 2020

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Christophe Pernet

Rapport annuel

Groupe SIDETRADE

Siège social : 114, rue Gallieni

92100 Boulogne-Billancourt

Comptes consolidés au 31 décembre 2019



Table des matières

États financiers	3
1. Bilan consolidé.....	3
2. Compte de résultat consolidé.....	5
3. Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	7
Présentation du groupe et faits marquants de l'exercice.....	8
4. Principes généraux	10
5. Définition du périmètre de consolidation.....	10
6. Variation du périmètre de consolidation	10
7. Règles et méthodes comptables	11
Notes annexes sur les postes du bilan	14
1. Détail des écarts d'acquisition.....	14
2. Immobilisations incorporelles et corporelles	14
3. Immobilisations financières	15
4. Clients et comptes rattachés	16
5. Autres créances.....	16
6. Trésorerie nette	17
7. Charges constatées d'avance	17
8. Variation des capitaux propres consolidés	17
9. Avances conditionnées	19
10. Provisions pour risques et charges.....	19
11. Dettes financières	19
12. Dettes fournisseurs	20
13. Dettes fiscales et sociales	20
14. Autres dettes.....	20
15. Charges à payer	21
Notes annexes sur les postes du compte de résultat.....	22
16. Chiffre d'affaires	22
17. Autres produits d'exploitation	22
18. Impôts et taxes.....	22
19. Charges de personnel.....	23
20. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....	23
21. Résultat financier	23
22. Résultat exceptionnel.....	24
23. Frais de recherche et frais de développement.....	24
24. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts.....	24
Autres Informations	25
25. Effectifs.....	25
26. Engagements hors-bilan	25
27. Rémunérations des commissaires aux comptes.....	26
28. Rémunération des dirigeants.....	26
29. Engagements relatifs aux emprunts bancaires	26
30. Engagements relatifs aux compléments de prix	26
31. Résultat de base par action.....	27
32. Information sur les comptes sociaux des filiales	27

États financiers

1. Bilan consolidé

Bilan actif consolidé (en euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
Ecart d'acquisition	9 623 763	(820 415)	8 803 348	8 897 159
Frais d'établissement	30 000	(30 000)		
Frais de développement	3 110 758	(2 721 591)	389 167	370 002
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	346 920	(295 284)	51 636	28 021
Immobilisations incorporelles	13 111 440	(3 867 290)	9 244 151	9 295 182
Constructions	26 543	(26 543)		36
Installations techniques, matériel & outillage	56 388	(46 210)	10 178	12 292
Autres immobilisations corporelles	2 511 299	(1 839 407)	671 892	734 127
Immobilisations corporelles	2 594 230	(1 912 160)	682 070	746 455
Titres de participation				0
Prêts	263 779		263 779	236 340
Dépôts et cautionnements versés	396 322		396 322	349 250
Autres créances immobilisées	130 883		130 883	113 182
Immobilisations financières	790 984		790 984	698 773
Actif immobilisé	16 496 654	(5 779 449)	10 717 204	10 740 410
Stocks et en-cours				
Clients et comptes rattachés - courant	8 849 062	(957 514)	7 891 548	7 515 645
Clients et comptes rattachés	8 849 062	(957 514)	7 891 548	7 515 645
Autres créances et comptes de régularisation	5 603 956		5 603 956	4 989 836
VMP - Equivalents de trésorerie	730 556		730 556	730 100
Disponibilités	4 575 846		4 575 846	4 729 375
Disponibilités et divers	5 306 402		5 306 402	5 459 475
Charges constatées d'avance - courant	577 500		577 500	561 849
Actif circulant	20 336 920	(957 514)	19 379 406	18 526 805
Total Actif	36 833 574	(6 736 963)	30 096 611	29 267 216
Contrôle			(0)	(0)

Bilan passif consolidé (en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Capital	1 416 406	1 402 881
Primes liées au capital	4 959 922	4 973 447
Réserves consolidées	11 378 959	9 101 408
Auto-contrôle	(4 511 031)	(2 659 290)
Résultat net (Part du groupe)	2 196 547	2 177 007
Subv. d'investissement nettes		
Provisions réglementées		
Total des capitaux propres	15 440 803	14 995 454
Avances conditionnées	1 004 234	999 234
Autres fonds propres	1 004 234	999 234
Provisions pour risques	474 000	781 812
Provisions pour pensions et retraites	108 708	147 413
Provisions pour risques et charges	582 708	929 225
Emprunts et dettes financiers diverses	300 000	390 000
Dépôts et cautionnements reçus	3 229	3 229
Intérêts courus sur emprunts	331	
Concours bancaires	15 739	655
Dettes financières	319 299	393 884
Avances et acomptes reçus sur commandes	465 661	2 029
Fournisseurs et comptes rattachés	1 788 245	2 188 379
Dettes fiscales et sociales	3 328 414	3 491 614
Autres dettes	170 033	855 491
Dettes diverses	5 286 692	6 535 484
Produits constatés d'avance	6 997 214	5 411 906
Total Passif	30 096 611	29 267 216
Contrôle	(0)	(0)

2. Compte de résultat consolidé

Compte de résultat en euros)	2019	2018
Chiffre d'affaires	25 695 045	24 067 982
Production stockée		
Production immobilisée	250 000	200 000
Subventions d'exploitation	2 332 962	1 941 265
Reprise sur provisions d'exploitation, transferts de charges d'exploitation	1 296 254	818 987
Autres produits	2 295 653	2 242 360
Autres produits d'exploitation	6 174 869	5 202 612
Produits d'exploitation	31 869 914	29 270 594
Autres achats et charges externes	(9 077 197)	(9 035 546)
Charges externes	(9 077 197)	(9 035 546)
Impôts et taxes	(348 311)	(329 440)
Rémunérations du personnel	(14 055 204)	(12 255 460)
Charges sociales	(4 399 042)	(4 034 880)
Charges de personnel	(18 454 246)	(16 290 340)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(558 719)	(211 042)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(27 561)	(307 431)
Dot. aux provisions d'exploitation	(162 000)	(207 066)
Dot/Prov. engagements de retraite		(40 416)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(955 299)	(499 541)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(1 703 580)	(1 265 496)
Autres charges non courantes	0	1
Charges d'exploitation	(29 583 334)	(26 920 821)
Résultat d'exploitation	2 286 581	2 349 773

	2 019	2 018
Résultat d'exploitation	2 286 581	2 349 773
Reprise sur dépréciation titres - groupe		4 513
Gains de change sur opérations financières	238 469	25 081
Autres produits financiers	913	2 087
Produits financiers	239 382	31 680
Charges d'intérêts	(16 441)	(15 081)
Pertes sur créances financières et VMP		(3 496)
Pertes de change sur opérations financières	(243 626)	(56 645)
Autres charges financières	(11 749)	
Dot. dépr. sur actifs financiers		(2 583)
Charges financières	(271 816)	(77 805)
Résultat financier	(32 434)	(46 125)
Résultat courant des entreprises intégrées	2 254 147	2 303 648
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(86 321)	(163 767)
Charges exceptionnelles	(86 321)	(163 767)
Résultat exceptionnel	(86 321)	(163 767)
Impôt sur les bénéfices	(111 102)	(218 799)
Produit ou ch. d'impôt	127 439	
Impôts différés	12 384	255 924
Impôts sur les résultats	28 721	37 125
Résultat net des entreprises intégrées	2 196 547	2 177 007
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 196 547	2 177 007
Intérêts minoritaires		
Résultat net (part du groupe)	2 196 547	2 177 007

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

Tableau de flux de trésorerie consolidé (en K€)	2 019	2 018
Résultat net total des entités consolidées	2 197	2 177
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	240	641
Variation de l'impôt différé	(12)	(256)
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur		
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Marge brute d'autofinancement	2 424	2 562
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	172	(1 702)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'EXPLOITATION (I)	2 596	859
Acquisitions d'immobilisations	(831)	(978)
Cessions d'immobilisations		
Réduction des autres immobilisations financières	4	132
Incidence des variations de périmètre		(1 200)
Variation nette des placements à court terme		
Opérations internes Haut de Bilan		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(827)	(2 047)
Émissions d'emprunts	200	54
Remboursements d'emprunts	(285)	(191)
Augmentations / réductions de capital		
Cessions (acq.) nettes d'actions propres	(1 857)	778
Variation nette des concours bancaires	0	
FLUX NET DE TRESO. GENERALE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	(1 942)	642
Variation de change sur la trésorerie (IV)	4	(1)
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE	4	(1)
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(168)	(546)
Trésorerie : ouverture	5 459	6 006
Reclassement d'ouverture		
Trésorerie : ouverture	5 459	6 006
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass. / Chg méthode / Juste valeur		
Trésorerie : clôture	5 292	5 459

Présentation du groupe et faits marquants de l'exercice

2019 constitue le cinquième exercice consécutif de croissance à deux chiffres de son activité.

Sur l'année, Sidetrade affiche un chiffre d'affaires de 25,7 M€, en forte croissance organique de 17% à périmètre comparable par rapport à 2018. Rappelons que le chiffre d'affaires de Sidetrade est retraité des Activités Services BtoC suite à leur arrêt, annoncé fin 2018 (2M€).

La croissance du chiffre d'affaires est portée par l'activité historique AI Financials qui franchit le seuil de 20 M€ sur 2019 pour s'établir à 21,3M€, en hausse de 17%. Cette accélération témoigne d'une forte attractivité pour la nouvelle version de la plateforme AI Financials. L'offre AI Sales & Marketing poursuit également sa croissance avec une hausse de 17% sur l'exercice 2019.

Record historique des prises de commandes : hausse de 88%

En 2019, les prises de commandes sur les nouveaux clients ont bondi de 88% pour atteindre un niveau record de 4,8 M€ d'abonnements en base annuelle (Vs 2,6 M€ sur 2018). Ils garantissent une visibilité certaine de la croissance du chiffre d'affaires de Sidetrade pour 2020 et les années qui suivent. Ces nouveaux clients se sont engagés sur des durées initiales de contrat de 41,4 mois en moyenne.

La performance des prises de commandes sur les nouveaux clients-grands comptes est encore plus spectaculaire avec un niveau jamais atteint à 4,2 M€ d'abonnements en base annuelle (Vs 2 M€ sur 2018), en progression de 113%. L'activité historique AI Financials explique principalement cette hausse record avec un bond de 295% des nouveaux abonnements à 3,8 M€ en base annuelle (Vs 1 M€ sur l'exercice 2018). Sur la période, de nouveaux clients prestigieux viennent consolider la présence géographique de Sidetrade sur ses principaux territoires.

Cette croissance spectaculaire de l'activité s'explique par : **1/** la capacité d'Aimie, l'IA de Sidetrade, à augmenter la performance opérationnelle, **2/** une dynamique du marché en quête de nouveaux leviers de productivité et **3/** une amélioration de l'efficacité commerciale de Sidetrade.

- **Aimie, nouvelle assistante numérique pour augmenter la performance opérationnelle**

Aujourd'hui, l'Intelligence Artificielle, grâce au perfectionnement du traitement des données clients, trouve de plus en plus sa place au sein des entreprises qui gagnent en efficacité, réduisent les coûts de traitement et améliorent la relation client. Pour les directions financières, le traitement de volumes massifs de factures, une relation client personnalisée dans la relance, l'anticipation des comportements de paiements... sont de parfaits candidats à l'utilisation d'algorithmes de machine learning. Depuis 2017, Aimie bénéficie d'un entraînement dans le cloud de Sidetrade sur plus 300 millions d'expériences de paiement (953 milliards d'euros de transactions) et s'améliore en continu. Ses recommandations en matière de relance sont en moyenne 53% plus efficaces que celles paramétrées par les humains. En parallèle, Aimie réduit de 51% les tâches ne générant aucun règlement et libère ainsi du temps aux opérationnels.

Faits marquants de l'exercice

Le Résultat d'Exploitation du groupe ressort à 2.3 M€ sur 2019.

Le Résultat d'Exploitation intègre notamment un Crédit d'Impôt Recherche de 2 M€ (Vs 1.9 M€ en 2018) ainsi qu'une activation des frais de R&D de 0,25 M€ (Vs 0.2 M€ en 2018).

Le Résultat Net s'élève à 2.2 M€ en progression de +1%.

Le groupe Sidetrade affiche une structure financière solide avec une trésorerie de 5,3 M€ au 31 décembre 2019 et un endettement quasi nul (0,3 M€).

Pour mémoire, le groupe détient également 103 038 actions en propre pour une valeur estimée au 31 décembre 2019 de 6.9 M€.

Événements postérieurs à la clôture

Avant pandémie Covid 19 : un marché en croissance

Le marché mondial du logiciel sur l'offre AI Financials devrait être supérieur à 3 milliards de dollars d'ici 2024, selon une étude du cabinet Research & Markets. Avec une tendance des directions financières à se digitaliser, une bonne avance technologique et son efficacité commerciale, Sidetrade est bien positionnée pour conquérir des parts de ce marché mondial et poursuivre sa croissance.

Pandémie Covid 19

Face à cette crise sans précédent, la robustesse du modèle 100% SaaS de Sidetrade devrait générer des revenus en croissance sur l'exercice 2020.

Dans un contexte d'incertitude sans précédent, Sidetrade a d'ores et déjà finalisé la modélisation de plusieurs scénarios budgétaires afin de tester sa solidité financière face aux impacts de la pandémie Covid-19. Eu égard à la violence et à l'ampleur de la crise à date, Sidetrade privilégie des hypothèses extrêmement conservatrices de ralentissement de l'activité commerciale afin de simuler un scénario de type « crash test » et d'ajuster ses investissements en conséquence. Dans ce modèle, la direction de Sidetrade retient les hypothèses suivantes pour l'exercice en cours :

- Réduction drastique de 67% en moyenne de la production de nouveaux contrats d'abonnement (nouveaux clients) sur les neuf premiers mois de l'exercice 2020 par rapport aux objectifs budgétaires
- Retour progressif à la normale sur les nouvelles prises de commande envisagé uniquement à compter du quatrième trimestre 2020, lequel n'a historiquement que peu d'impact sur le chiffre d'affaires de l'exercice en cours compte tenu fait de la reconnaissance du revenu des abonnements au prorata temporis

Au-delà de ce scénario, l'éditeur de logiciel 100% SaaS s'appuie plus que jamais sur la robustesse de son modèle par abonnement pour traverser la crise :

- 89% de ses revenus sont récurrents et basés sur des contrats pluriannuels (41,4 mois en moyenne).
- Le record de prises de commande réalisé en 2019 (+88% avec 4,8 M€ de revenus annuels récurrents signés en 2019) aura un impact significatif sur la croissance des revenus de l'exercice 2020.
- Le Taux de Churn historiquement bas en 2019 (3,9%) devrait perdurer sur 2020 dans un contexte où la collecte du cash et la gestion des délais de paiement constituera un enjeu vital pour toutes les entreprises du BtoB.

En conséquence, et en dépit du scénario noir retenu, la direction de Sidetrade est confiante dans sa capacité à afficher des revenus en croissance sur l'exercice 2020.

Ajustement des investissements prévus afin d'envisager un exercice bénéficiaire

Du côté des dépenses, Sidetrade a pris la décision -à date- d'ajuster significativement à la baisse l'accélération de ses investissements prévus sur 2020 en prenant les mesures suivantes à effet immédiat :

- L'ensemble des recrutements budgétés sont gelés jusqu'en juin 2020.
- L'ouverture des Etats-Unis est reportée au 1er septembre 2020.
- L'ensemble des dépenses non prioritaires a été révisité à la baisse jusqu'au 30 juin 2020.

Ces mesures, d'ores et déjà en vigueur, permettront de dégager plus de 3M€ d'économies par rapport aux dépenses initialement budgétées sur l'exercice 2020.

Ces dispositions pourront être revues et renforcées en cas de besoin.

En conséquence, et toujours dans l'hypothèse du scénario noir retenu, la direction de Sidetrade est confiante dans sa capacité à afficher un Résultat d'Exploitation positif sur l'exercice 2020.

Sur le plan de la trésorerie, Sidetrade affiche une structure financière solide.

En date du 23 mars 2020, la société disposait d'une trésorerie de 5,3 M€ ainsi que l'équivalent de 5,9 M€ en actions auto-détenues. De plus, Sidetrade a un endettement quasi nul et pourrait bénéficier -en cas de besoin- des mesures gouvernementales d'accès facilité à la dette bancaire.

Méthodes et principes de consolidation

4. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005.

L'exercice clos le 31/12/2019 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31/12/2018.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

5. Définition du périmètre de consolidation

Périmètre de consolidation

Entreprise consolidée	SIREN/ N° immatriculation	Siège social	Pays
Sidetrade SA	430007252	114, rue Galliéni, Boulogne Billancourt	France
Sidetrade UK Limited	07742637	2nd Floor, Waverley House 7-12 Noel Street, London, W1F 8GQ	Royaume Uni
Sidetrade Limited	530457	Behan House 10 Mount Street Lower Dublin 2	Irlande
Sidetrade B.V.	62973096	Johan Huizingalaan 763A 1066 VH Amsterdam	Pays Bas
BrightTarget Limited	09107017	Four Oaks House, Lichfield Road, Sutton Coldfield, B74 2TZ	Royaume Uni

Détention et mode de consolidation

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)	Date d'acquisition/ création
Sidetrade SA	Consolidante	100,00	100,00	N/A
Sidetrade UK Limited	Intégration globale	100,00	100,00	16/08/2011
Sidetrade Limited	Intégration globale	100,00	100,00	19/07/2013
Sidetrade BV	Intégration globale	100,00	100,00	27/03/2015
BrightTarget	Intégration globale	100,00	100,00	18/11/2016

Au 31 décembre 2019, le périmètre comprenait 5 sociétés comme à la clôture de l'exercice précédent.

Toutes sont intégrées globalement.

6. Variation du périmètre de consolidation

Aucune variation de périmètre n'a eu lieu au cours de l'exercice.

7. Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 2 avril 2020. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition positifs sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions. Selon la nouvelle réglementation, à compter de 2016, les écarts d'acquisitions ne sont pas amortis.

La valorisation des écarts d'acquisition est appréciée chaque année au regard des perspectives de rentabilité des entités concernées.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Immobilisations incorporelles

• Frais de recherche, frais de développement

Les frais de recherche, relatifs aux phases d'analyse préalable, sont comptabilisés directement en charges de l'exercice.

En application du règlement CRC 2004-06, les coûts de développement ne peuvent être comptabilisés à l'actif que s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale - ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels. Ceci implique de respecter l'ensemble des critères suivants :

- a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- b) l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- c) la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.
- e) la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- f) la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les coûts de développement supportés préalablement à l'établissement de la faisabilité technique sont comptabilisés en charge au fur et à mesure de leur engagement.

Les frais de développement sont pour l'essentiel constitués des charges du personnel et des charges externes de sous-traitance affectés au développement des nouveaux modules du progiciel Sidetrade Network, à l'amélioration des versions existantes, à l'assurance qualité et aux tests, et des amortissements des actifs afférents au développement.

Traitement comptable des frais de développement relatifs à la nouvelle version du logiciel

Les frais de développement relatifs à la nouvelle version et aux releases antérieures du logiciel ont été comptabilisés en immobilisations incorporelles dans la mesure où la société considère que tous les critères d'activation sont remplis. Les frais de développement activés font l'objet d'un amortissement sur une durée de 3 ans qui correspond à la durée d'utilité de chaque version du logiciel.

• Logiciels

Il s'agit de logiciels acquis, amortis sur une durée comprise entre 1 et 5 ans, en mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon les modes et durées suivants :

	Durée de Vie	Mode
• Agencements, installations générales et spécifiques	Entre 5 et 9 ans	Linéaire
• Matériel de bureau et informatique	Entre 3 et 4 ans	Linéaire
• Mobilier	Entre 3 et 10 ans	Linéaire

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les dépôts et cautionnements versés, comptabilisés à leur valeur d'origine et la quote-part de l'effort construction pouvant être immobilisée.

Les disponibilités allouées au contrat de liquidité sont également comptabilisées en autres immobilisations financières.

Actions propres

Les actions propres sont portées en diminution des capitaux propres pour leur valeur d'achat.

En cas de cession de ces actions à l'extérieur du groupe, le résultat de cession et l'impôt correspondant sont inscrits directement dans les réserves consolidées.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances clients est pratiquée au cas par cas lorsqu'un événement affectant la valeur de réalisation de la créance intervient (i.e. : redressement judiciaire, etc.).

Compte de régularisation actif

- **Charges constatées d'avance**

Il s'agit de charges payées ou comptabilisées dans l'exercice et imputables à l'exercice suivant.

- **Produits à recevoir**

Il s'agit de créances à recevoir durant le prochain exercice et imputable à l'exercice clos.

Valeurs mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées selon la méthode du coût historique. Une provision est comptabilisée dans le cas d'une moins-value latente.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les modalités de prise en compte du chiffre d'affaires et des coûts associés dépendent de la nature des contrats signés avec les clients.

- **Prestations de services :**

Pour les activités intégration du progiciel Sidetrade Network, conseil, formation ou assistance opérationnelle, audit et recouvrement contentieux, le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

- **Progiciel Sidetrade Network :**

La société commercialise son progiciel Sidetrade Network généralement sous forme de contrats annuels ou pluri annuels d'abonnement ou de prestations de maintenance (lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le contrat d'abonnement au service). En conséquence, le chiffre d'affaires correspondant est reconnu mensuellement sur la base des volumes de flux traités.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

En application de la méthode préférentielle préconisée par le règlement 99-02, une provision pour indemnités de départ à la retraite, ainsi que l'impôt différé afférent, est comptabilisée dans les comptes consolidés.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférent à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

A fin décembre 2019, le taux d'imposition retenu est de 28%.

Le Crédit d'Impôt Recherche est comptabilisé en subvention d'exploitation.

Il est comptabilisé en produits constatés d'avance lorsqu'il se rapporte à des frais de développement immobilisés et fait ensuite l'objet d'une reprise au fur et à mesure de l'amortissement de l'actif concerné.

Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

Lorsque les comptes des sociétés étrangères consolidées sont établis dans une devise autre que l'euro, la méthode de conversion retenue est la « méthode du taux de clôture » :

Les états financiers des filiales étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire dans la devise qui est significative de l'activité de la filiale concernée.

La conversion de l'ensemble des actifs et des passifs est effectuée au cours de clôture en vigueur à la date du bilan et la conversion des comptes de résultats est effectuée sur la base du cours moyen annuel.

Les écarts de conversion liés à des comptes courants long terme sont comptabilisés directement en réserve de conversion. Au 31 décembre 2019, le montant portés en capitaux propres s'élève à 8 K€. Les principales conversions sont liées aux écarts entre les euros et les GBP.

Les taux de conversion retenus sont :

Devise	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
GBP	0,8945	0,8754	0,8508

Notes annexes sur les postes du bilan

1. Détail des écarts d'acquisition

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Ecart d'acquisition	9 718	346	(440)	9 624
Amortissements des écarts d'acquisition	(820)			(820)
Valeur nette	8 897	346	(440)	8 803

Les écarts d'acquisition sont en diminution de 94 K€ suite aux ajustements des compléments de prix pour l'acquisition des sociétés BrightTarget, et Iko System en 2016 et de la société Data Publica en 2017.

2. Immobilisations incorporelles et corporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Ecart d'acquisition	9 718	346	(440)		9 624
Frais de développement	2 861	250			3 111
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	313	34			347
Frais d'établissement	30				30
Immobilisations incorporelles	12 921	630	(440)		13 111
Constructions	27				27
Installations techniques, matériel & outillage	49	7		1	56
Autres immobilisations corporelles	2 237	273		1	2 511
Immobilisations corporelles	2 313	279		2	2 594
Immobilisations corporelles et incorporelles	15 234	909	(440)	2	15 705

L'augmentation des frais de développement (+250 K€) provient des activations réalisées sur l'exercice.

Les « concessions, brevets et autres droits similaires » correspondent à des logiciels acquis pour les travaux de développement.

La hausse des immobilisations corporelles durant l'exercice 2019 concerne l'acquisition de matériel informatique et d'infrastructure R&D.

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Données en K euro	Ouverture	Dotations	Autres variations	Clôture
Amortissement des écarts d'acquisition	(820)			(820)
Amortissements des frais de développement	(2 491)	(231)		(2 722)
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(285)	(10)		(295)
Amortissements des frais d'établissement	(30)			(30)
Immobilisations incorporelles	(3 626)	(241)		(3 867)
Amortissements des constructions	(27)			(27)
Amortissements install. matériel & outill.	(36)	(10)		(46)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(1 503)	(336)		(1 839)
Immobilisations corporelles	(1 566)	(346)		(1 912)
Immobilisations corporelles et incorporelles	(5 192)	(587)		(5 780)
Valeur nette	10 042			9 926

3. Immobilisations financières

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Prêts	236	27		264
Dépôts et cautionnements versés	349	51	(4)	396
Autres créances immobilisées	113	18		131
Immobilisations financières	699	96	(4)	791
Titres mis en équivalence				
Actifs financiers	699	96	(4)	791

Les prêts et dépôts concernent principalement :

- l'effort de construction (264K€)
- la caution pour le loyer du siège de Boulogne (122K€)
- la caution pour le loyer des locaux de Paris (122 K€)
- la caution pour le loyer des locaux de Sidetrade UK Limited (77 K€)
- le gage sur prêt BPI (15 K€)

Les disponibilités restantes du compte de liquidité sont comptabilisées en créance immobilisée pour un montant de 131 K€.

4. Clients et comptes rattachés

Les créances clients se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	31/12/2019	31/12/2018
Créances clients	7 863	7 741
Clients douteux	626	348
Factures à établir	360	222
Valeur brute	8 849	8 311
Provisions	(958)	(795)
Valeur nette	7 892	7 516

Les provisions pour dépréciation clients (958 K€ au 31 décembre 2019) varient de la façon suivante :

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Provisions pour dépréciation	(795)	(955)	793	(958)
Provisions pour dépréciation	(795)	(955)	793	(958)

Les charges de dotations aux provisions pour dépréciation des créances douteuses sont comptabilisées au poste « Dotations d'exploitation sur actif circulant » (955 K€)

Les produits de reprises sur provisions pour dépréciation des créances douteuses sont comptabilisés au poste « Produits d'exploitation – Reprises sur provisions » (793 K€).

Toutes les créances clients non dépréciées ont une échéance à moins d'un an.

5. Autres créances

Les autres créances se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs , avances	319	351
Créances sur personnel	2	3
Etat, Impôt sur les bénéfices	4 095	3 435
Créances fiscales hors IS	542	555
Impôts différés - actif	523	511
Débiteurs divers	122	135
Autres créances	5 603	4 990

Au 31 décembre 2019, le poste « Impôts sur les bénéfices » inclut :

- le crédit d'impôt recherche (CIR) de l'année 2017 (280 K€), 2018 (1 888 K€) et 2019 (1 926 K€)

Les impôts différés actifs incluent l'activation de reports déficitaires pour 225 K€ et l'impact du retraitement des actions propres pour 264 K€.

Les autres créances ont une échéance inférieure à un an à l'exception des impôts différés actifs.

6. Trésorerie nette

Données en K euro	31/12/2019	31/12/2018
VMP - Equivalents de trésorerie	731	730
Disponibilités	4 575	4 729
Intérêts courus non échus s/ dispo.		
Trésorerie active	5 306	5 459
Concours bancaires (dettes)	1	1
Trésorerie passive	1	1
Trésorerie nette	5 305	5 459

7. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	31/12/2019	31/12/2018
Charges constatées d'avance - Loyers	36	115
Charges constatées d'avance - Autres	541	447
Charges constatées d'avance	578	562

Le poste « Autres » concerne principalement la location des logiciels pour 280 K€ au 31 décembre 2019.

8. Variation des capitaux propres consolidés

Données en K euro	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)
Au 31/12/2018	1 403	4 973	9 145	(2 659)	(44)	2 177	14 995
Affectation du résultat N-1			2 177			(2 177)	
Distribution/ brut versé							
Var. de capital en numéraire et souscrip	14	(14)					
Résultat						2 197	2 197
Autres augment. dimin.							
Reclass. chgt de méthode			92	(1 852)			(1 760)
Ecart de conversion/effet de change					8		8
Autres							
Au 31/12/2019	1 416	4 960	11 415	(4 511)	(36)	2 197	15 441

Le montant de l'annulation des 103 038 actions propres détenues au 31 décembre 2019 dans le cadre du contrat de liquidité et de la détention d'actions propres s'élève à 4 511 K€.

Le retraitement des écarts de conversion est effectué en capitaux propres (8 K€).

Composition du capital

Au 30 juin 2019, le capital est composé de 1 416 406 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, soit un capital social de 1 416 406 €. La variation par rapport à 2018, d'un montant de 13 525 euros, provient de l'augmentation de capital relative à l'émission de 13 525 actions gratuites définitivement acquises.

Plan d'attribution gratuite d'actions

Plan de juin 2017

La délégation a été donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 22 juin 2017 en vue d'attribuer gratuitement des actions au profit des salariés ou/et des mandataires sociaux éligibles de la Société dans la limite de 3% du capital, soit 41 700 actions. Cette délégation a été consentie pour une période de 36 mois à compter du 22 juin 2017.

Le conseil d'administration du 04 avril 2019 a arrêté une liste initiale de 41 personnes pouvant devenir bénéficiaires du plan d'attribution gratuite d'actions représentant un total de 24 443 actions soit une dilution maximale de 1,7%.

Au 31/12/2019	PAG
Date d'Assemblée Générale	22/06/2017
Date du Conseil d'Administration	04/04/2019
Nombre d'actions autorisées	41 700
Nombre d'actions attribuées	28 056
Nombre d'attributions caduques	3 613
Nombre d'actions émises	0
Nombre total d'actions pouvant être émises	
Nombre total d'actions	24 443
- Dont mandataires sociaux	1 820
Nombre de personnes concernées	41
- Dont mandataires sociaux	1

Programme de rachat d'actions et contrat de liquidité

Au titre du contrat de liquidité confié à la société de Bourse Gilbert Dupont par le Groupe Sidetrade, les moyens qui figuraient au compte de liquidité à la date du 31 décembre 2019 étaient :

Données en K euro	31/12/2019	31/12/2018
Nombre d'actions	103 038	76 180
Valorisation	4 511	2 659
Solde en espèces du compte de liquidité	131	113

9. Avances conditionnées

Données en K euro	31/12/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Avances conditionnées	999	200	(195)	1 004
Total avances conditionnées	999	200	(195)	1 004

Les avances conditionnées correspondent aux aides :

- comptabilisées précédemment chez IKO System pour 650 K€, soit une « Avance Innovation » octroyée par Bpifrance pour un total de 850 K€ dont 650 K€ versés en 2016 pour le développement d'une plateforme de prospection B2B. Cette aide fait l'objet d'un différé de remboursement.
- comptabilisées précédemment chez Data Publica pour 349 K€, soit une aide de Bpifrance pour un projet visant à collecter des données sur les entreprises, pour les valoriser auprès des services ventes et marketing des entreprises B2B.

10. Provisions pour risques et charges

Données en K euro	31/12/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Provisions pour risques	782	62	(370)	474
Provisions pour pensions et retraites	147		(39)	108
Provisions pour risques et charges	929	62	(409)	582

Les provisions pour risques au 31 décembre 2019 correspondent principalement aux différents litiges prud'homaux (287 K€) et à une provision pour litige fournisseurs (187 K€).

Le calcul des engagements au titre des indemnités de départ à la retraite est conforme à la norme IAS 19 et le taux d'actualisation utilisé est de 2,0%. Le montant au 31 décembre 2019 s'élève à 108 K€ charges sociales comprises.

L'âge moyen des collaborateurs du Groupe Sidetrade présents au 31 décembre 2019 s'établit à 37 ans. L'ancienneté moyenne au 31 décembre 2019 ressort à 4.36 années.

11. Dettes financières

Les dettes financières se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	31/12/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Intérêts courus sur emprunts		16		16
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	390		(90)	300
Dépôts et cautionnements reçus	3			3
Dettes financières	393	16	(90)	319

Sidetrade détient un emprunt précédemment comptabilisé chez Iko System. Cet emprunt octroyé par Bpifrance en 2016 concerne le financement des dépenses immatérielles liées au lancement industriel et commercial d'une innovation.

Son montant initial est de 300 K€ et le solde dû au 31 décembre 2019 est de 225 K€.

Sidetrade détient un emprunt précédemment comptabilisé chez Data Publica. Il s'agit d'un prêt participatif d'amorçage octroyé par le groupe OSEO d'un montant initial de 150 K€ dont le solde dû au 31 décembre 2019 est de 75 K€.

12. Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	Clôture	Ouverture
Fournisseurs	1 217	1 507
Factures non parvenues	571	682
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes fournisseurs	1 788	2 188

13. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	Clôture	Ouverture
Congés payés	544	827
Provisions pour primes	334	415
Charges sociales	1 018	232
TVA à décaisser	304	1 158
Etat - autres charges	1 108	716
Autres	(5)	(4)
Etat - impôts sur les bénéfiques	26	148
Dettes fiscales et sociales	3 328	3 492

La dette d'IS correspond principalement à un rappel de crédit d'impôts de 2017 de Sidetrade SA (18 K€).

Toutes les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

14. Autres dettes

Les autres dettes se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	Clôture	Ouverture
Clients avoirs à établir		24
Clients créditeurs		60
Autres dettes	85	682
Charges à payer	85	89
Autres dettes	170	855

Les autres dettes sont principalement constituées, pour 67 K€, des avances remboursables Eurofirmo.

Les charges à payer concernent principalement un litige commercial (63 K€).

Toutes les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

15. Charges à payer

Les charges à payer se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	Clôture	Ouverture
Clients AAE	208	24
Fournisseurs FNP	571	682
Dettes fiscales et sociales	993	1 470
Congés payés	544	827
Provisions pour primes	334	415
Note de frais	8	4
Taxes sur les salaires	66	173
Divers	42	51
Charges à payer	1 772	2 176

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

16. Chiffre d'affaires

Au cours de l'exercice 2019, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires total de 25 695 K€ en croissance de 7% vs 2018 (17% à périmètre comparable, retraité des activités services BtC pour 2M€).

Le chiffre d'affaires de l'exercice se répartit par ligne de services de la façon suivante :

En K euros	Activités et Services STN	Conseil & Audit	Total
2019	25 463	232	25 695
2018	23 669	399	24 068
Croissance	8%	-42%	7%

17. Autres produits d'exploitation

Donnée en K euro	2019	2018
Production immobilisée	250	200
Subventions d'exploitation	2 333	1 941
Reprise sur provisions d'exploitation, transferts de charges d'exploitation	1 296	819
Autres produits	2 296	2 242
Autres produits d'exploitation	6 175	5 203

Le poste « Subvention d'exploitation » correspond principalement au crédit d'impôt recherche représentant 2 031K€ au titre de l'exercice 2019 :

- Une quote-part de 113 K€ de ce dernier a été différée en produits constatés d'avance correspondant à la partie liée aux frais de développement activés.
- 95 K€ des anciens produits constatés d'avance ont été constatés en résultat en 2019.

Le montant du CIR s'élevait à 1 862 K€ au 31 décembre 2018.

Les reprises de provisions concernent les provisions pour dépréciations clients (793 K€), provision pour engagement de retraite (38 K€) et les provisions pour risques et charges (469 K€)

Le poste « Autres produits » correspond principalement à la refacturation des frais d'affranchissement au titre des prestations d'envoi de courriers dématérialisés (2 194 K€).

18. Impôts et taxes

Données en K euro	2019	2018
Impôts et taxes sur rémunérations	(109)	(77)
Autres impôts et taxes	(240)	(252)
Impôts et taxes	(348)	(329)

Les impôts et taxes incluent principalement la CVAE pour 202 K€.

19. Charges de personnel

Données en K euro	2019	2018
Rémunérations du personnel	(14 055)	(12 255)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(4 399)	(4 035)
Charges de personnel	(18 454)	(16 290)

Les charges de personnel s'établissent à 18 454 K€.

L'exercice 2018 ne fait pas l'objet de dotation à la réserve de participation des salariés.

20. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Données en K euro	2019	2018
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(559)	(211)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(28)	(307)
Dot./Amt. charges à répartir		
Dot. aux provisions d'exploitation	(162)	(207)
Dot/Prov. engagements de retraite		(40)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(955)	(500)
Dotations d'exploitation	(1 704)	(1 265)

Les dotations aux amortissements incorporelles concernent principalement les frais de développement (231 K€).

Les dotations aux amortissements corporelles concernent principalement du matériel informatique et d'infrastructure R&D chez Sidetrade (247 K€).

Les dotations d'exploitation concernent principalement une provision pour risques prud'homaux.

Les dotations pour dépréciations des actifs circulants concernent les provisions statistiques clients.

21. Résultat financier

Données en K euro	2019	2018
Rep./Dépr. sur actifs financiers		5
Gains de change sur opérations financières	238	25
Autres produits financiers	1	2
Produits financiers	239	32
Charges d'intérêts	(16)	(15)
Pertes sur créances financières et VMP		(3)
Pertes de change	(244)	(57)
Autres charges financières	(12)	
Dot. dépr. sur actifs financiers		(3)
Charges financières	(272)	(78)
Résultat financier	(32)	(46)

Le résultat financier est essentiellement constitué de gains et pertes de change.

22. Résultat exceptionnel

Données en K euro	2019	2018
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		
Reprise de provisions		
Autres produits exceptionnels		
Produits exceptionnels		
Amendes	(72)	(56)
Charges exceptionnelles sur exercices ant.	(5)	-
Pertes sur créances	-	-
Indemnités de rupture	(9)	(47)
Dotations aux provisions / amortissements	-	-
Charges exceptionnelles diverses		(61)
Charges exceptionnelles	(86)	(164)
Résultat exceptionnel	(86)	(164)

Les charges exceptionnelles intègrent principalement le paiement des litiges commerciaux pour 72 K€.

23. Frais de recherche et frais de développement

L'ensemble des frais de recherche et des frais de développement l'exercice s'élève à 4 841 K€ euros et comprend essentiellement des salaires (y compris charges sociales) ainsi que des charges de sous-traitance externe.

Au titre de l'exercice 2019, Sidetrade a activé 250 K€ de frais de développement.

24. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Données en K euro	2019	2018
Impôt sur les bénéfices	(111)	(219)
Crédits d'impôt	127	
Impôts différés	12	256
Impôts sur les résultats	29	37

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Données en K euro	
Résultat avant impôt	2 168
Taux d'impôt de l'entité consolidante	33,33%
Impôt théorique	723
Effets des dispositions fiscales particulières (dont CIR)	777
Effets des différences de taux	248
Non activation des déficits	(269)
Effets des différences de base	(4)
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(29)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(29)

Les effets des dispositions fiscales concernent principalement le reclassement du CIR en subventions (2 008 K€).
Les différences de taux concernent les taux d'imposition des filiales étrangères.

Autres Informations

25. Effectifs

L'effectif au 31 décembre 2019 est de 239 salariés.

L'effectif se décompose en :

- 158 Hommes et 81 Femmes
- 237 CDI, 1 CDD, 1 contrat professionnel
- 114 cadres et 9 Employés et Agents de Maîtrise et 116 autres statuts (filiales étrangères)

L'effectif moyen sur l'exercice a été de 234 salariés.

26. Engagements hors-bilan

En K€	2019	2018
Cautions de contre-garantie sur marchés		
Nantissement, Hypothèques et suretés réelles		
Avals, cautions et garanties données	78	122
Autres engagements donnés		
Total des engagements donnés	78	122
Cautions de contre-garantie sur marchés		
Nantissement, Hypothèques et suretés réelles		
Avals, cautions et garanties reçues		
Autres engagements reçus		
Total des engagements reçus	0	0

Les engagements donnés concernent les engagements longue durée des véhicules de société (78 K€).

27. Rémunérations des commissaires aux comptes

En Euros	Montant		%	
	2019	2018	2019	2018
Audit				
* Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	49 063	42 865	100%	100%
- Emetteur	34 344	31 318	70%	73%
- Filiales intégrées globalement	14 719	11 547	30%	27%
* Autres diligences et prestations directement liées				
- Emetteur				
- Filiales intégrées globalement				
Sous-total	49 063	42 865	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
* Juridique, fiscal, social				
* Autres				
Sous-total				
Total	49 063	42 865	100%	100%

28. Rémunération des dirigeants

La rémunération des membres des organes de direction n'est pas indiquée car elle reviendrait à signifier une rémunération individuelle.

29. Engagements relatifs aux emprunts bancaires

Sidetrade détient un emprunt de 300 K€ précédemment comptabilisé chez Iko System.

Cet emprunt octroyé par Bpifrance en 2016 (taux effectif global : TME+2.57 points) concerne le financement des dépenses immatérielles liées au lancement industriel et commercial d'une innovation. Le solde dû au 31 décembre 2019 est de 225 K€.

Sidetrade détient un emprunt précédemment comptabilisé chez Data Publica. Il s'agit d'un prêt participatif d'amorçage sur 8 ans octroyé par Bpifrance en 2013 (taux effectif global : moyenne Euribor 3 mois + 3,8%) d'un montant initial de 150 K€ dont le solde dû au 31 décembre 2018 est de 105 K€. Le solde dû au 31 décembre 2019 est de 75 K€.

30. Engagements relatifs aux compléments de prix

Les compléments de prix comptabilisés au 31 décembre 2018 ont été versés sur le second semestre 2019.

Aucun complément de prix a été estimé au 31 décembre 2019 pour l'acquisition de la société BrightTarget et de la société Iko System en 2016 et celle de la société Data Publica en 2017.

Les compléments de prix qui pourront s'exercer sur 2020 relatifs à l'acquisition de BrightTarget ne sont pas évalués à ce jour.

31. Résultat de base par action

Le résultat net par action est calculé avec au numérateur le résultat net de l'ensemble consolidé, 2 196 547 euros en 2019 (2 177 007 euros en 2018) et au dénominateur : le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2019 soit 1 413 025 actions (1 399 301 actions en 2018).

En euros	31/12/2019	31/12/2018
Résultat	2 196 547	2 177 007
Nombre d'actions	1 416 406	1 402 881
Nombre d'actions moyen	1 413 025	1 399 301
Nombres d'actions diluées	1 440 849	1 431 156
Résultat par action	1,551	1,552
Résultat net dilué par action	1,524	1,521

32. Information sur les comptes sociaux des filiales

SIDETRADE Limited (N° d'immatriculation : 530457)

Sidetrade Limited (n° d'immatriculation : 530457) est une filiale incluse dans les états financiers consolidés de Sidetrade SA.

Elle a eu recours à l'exemption de dépôt de ses états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 auprès du « Company Registration Office » comme le permet l'article 357 du « Companies Act 2014 », au motif qu'elle satisfait aux conditions énoncées aux alinéas 357 a) à 357 h) de cet article.

SIDETRADE UK Limited (N° d'immatriculation : 07742637)

Sidetrade UK Limited (n° d'immatriculation : 07742637) est une filiale incluse dans les états financiers consolidés de Sidetrade SA.

Elle est dispensée de l'audit requis par le « Companies Act » pour ses états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2019 en vertu de l'article 479 A du « Companies Act 2006 ».

BrightTarget Limited (N° d'immatriculation : 09107017)

Bright Target Limited (n° d'immatriculation : 09107017) est une filiale incluse dans les états financiers consolidés de Sidetrade SA.

Elle est dispensée de l'audit requis par le « Companies Act » pour ses états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2019 en vertu de l'article 479 A du « Companies Act 2006 ».